

Le Zaïre a commencé à expulser des réfugiés rwandais

MALGRÉ LES INTERVENTIONS du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le gouvernement zaïrois a fait savoir, dimanche 20 août, qu'il avait l'intention de continuer à renvoyer quotidiennement dans leur pays des réfugiés rwandais et burundais réfugiés sur son territoire. Kinshasa avait commencé, la veille, à mettre sa menace à exé-

cution en expulsant deux cents Rwandais de Goma et cinquante Burundais de Bukavu.

Goma et Bukavu, les capitales du Nord et du Sud-Kivu, à l'est du Zaïre, abritent environ quelque 700 000 réfugiés pour l'une et 350 000 pour l'autre. Ceux-ci sont principalement des Hutus d'origine rwandaise. Le Zaïre accueille ainsi, depuis près d'un an, la majorité des quelque deux millions de Hutus qui ont fui leur pays au moment où le Front patriotique rwandais (FPR), dominé par des Tutsis, s'est emparé du pouvoir à Kigali. Ces réfugiés refusent pour la plupart de rentrer au Rwanda par crainte de représailles après le génocide.

La France en accusation

Le gouvernement français a démenti, dimanche 20 août, avoir livré des munitions à l'armée rwandaise, au début du génocide, dans la nuit du 8 au 9 avril 1994. Il répondait ainsi aux accusations d'un officier belge, alors membre de la mission de l'ONU, qui, dans des déclarations faites, pendant le week-end, à des télévisions britannique et belge, avait affirmé que des munitions se trouvaient dans un des avions envoyés pour le rapatriement des ressortissants français au Rwanda. Un porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré que ces appareils « transportaient uniquement des personnels militaires français et leur matériel pour l'opération d'évacuation ».

La décision du Zaïre a été prise après la suspension, le 17 août, par l'ONU de l'embargo sur les armes à destination du Rwanda. Kinshasa redoute que l'autorisation ainsi donnée à un renforcement de la nouvelle armée rwandaise n'aggrave encore les craintes des réfugiés et que ces derniers ne s'installent au Zaïre pour longtemps. Le Zaïre s'est plaint régulièrement de la présence de plus en plus « insupportable » d'un million de réfugiés dans ses provinces de l'Est, réclamant que Kigali donne des « signaux positifs » pour favoriser leur retour. — (AFP, Reuter.)